

tout simplement pas assez élevé pour stimuler la croissance. Les recettes d'exportation, l'endettement et les apports de capitaux sont autant de facteurs qui doivent être pris en considération lorsqu'on détermine la quantité des ressources disponibles à des fins d'investissement, et ils font partie intégrante de l'environnement économique international. Il nous faut trouver des moyens d'améliorer cet environnement pour accroître les chances d'un authentique développement de l'Afrique.

Depuis 1980, le total de l'aide publique au développement (APD) en faveur de l'Afrique (y compris celle fournie par l'Organisation des pays exportateurs de pétrole a dépassé 10 milliards de dollars par année, et ce à un moment où les pays développés étaient touchés par la récession. Cette APD représente 48 pour cent de l'ensemble des investissements locaux dans les pays de l'Afrique subsaharienne non exportateurs de pétrole. Une dépendance aussi extravagante à l'égard de l'aide au développement n'a pas raison d'être. De toute évidence, une augmentation des investissements locaux et une réaffectation des ressources en faveur de l'agriculture s'imposent. Cela suppose une coordination plus étroite entre les gouvernements africains et les donateurs:-

3) L'établissement des politiques devrait, en lui-même, être considéré comme une « ressource » cruciale. Si les ressources naturelles et financières ne sont pas utilisées efficacement, l'Afrique ne pourra pas passer de l'étape de la gestion de la crise à celle de la reprise de la croissance et du développement à long terme. Il est donc impérieux que les cadres généraux des politiques économiques nationales facilitent l'ajustement nécessaire, et que des politiques sectorielles stimulent l'augmentation des investissements et de la production par l'intermédiaire de mécanismes de fixation des prix, d'utilisation des terres, des intrants agricoles, des transports et de la mise en marché.

4) On peut également qualifier la coordination de ressource cruciale sans élargir exagérément le sens de ce mot. La coordination entre les donateurs, les organismes multilatéraux et les gouvernements africains peut avoir pour effet d'éliminer le double emploi, d'éviter les goulots d'étranglement et de favoriser une meilleure utilisation des fonds. Un rôle primordial appartient certes aux gouvernements africains dans ce domaine, mais il nous incombe à tous de faire en sorte que la dimension de la coordination soit élevée au niveau du sacré dans le domaine économique.

C'est en mettant en valeur ces « ressources » de l'environnement, des moyens financiers, des politiques et de la coordination que l'on peut s'attaquer aux grands problèmes à long terme de l'Afrique. Pour parler franchement, ces problèmes comprennent notamment :

a) *La production alimentaire* — L'agriculture de subsistance ne permet pas d'accumuler d'importants excédents alimentaires. Donc, les politiques visant à accroître le revenu réel des producteurs contribueront à accroître la production alimentaire. Toutefois, il ne suffira pas de modifier les politiques de prix agricoles, étant donné que la production alimentaire est également fonction d'un ensemble d'autres facteurs tels que les transports, l'entreposage des récoltes, et des politiques relatives aux intrants agricoles. De plus, une intensification de la recherche sur les cultures locales constitue également une mesure importante en vue de l'augmentation des rendements. Tous ces facteurs réunis peuvent contribuer à la mise en place d'une base agricole locale qui soit suffisamment forte pour résister à de futurs assauts.